

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-15: MARDI 1^{ER} MAI 2007

Mardi, les délégués se sont réunis dans des séances parallèles pour examiner les choix politiques et actions possibles figurant dans le projet de document de négociation du président. Les discussions y ont été articulées autour de chacune des quatre questions thématiques et axées sur les mesures prioritaires, les thèmes transversaux et les initiatives particulières.

L'ENERGIE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Cette séance était modérée par le vice-président de la CDD-15, Frances Lissou (Australie). Le Pakistan, au nom du G-77/CHINE, a souligné la nécessité d'accroître l'accès à l'énergie, d'améliorer le rendement énergétique et d'impulser la coopération internationale et régionale.

L'Allemagne, au nom de l'UE, a souligné la nécessité, pour les résultats de la CDD-15, d'englober: des objectifs assortis de calendriers précis pour les domaines du rendement énergétique, des sources d'énergie renouvelables et de l'accès à l'énergie; une disposition concernant l'évaluation; la conduite d'un suivi aux sessions de 2010/11 et de 2014/15 de la CDD; et un collationnement des objectifs et des engagements nationaux et régionaux. Le délégué des ETATS-UNIS D'AMERIQUE a plaidé pour la conduite de travaux de suivi en 2010 et en 2014. Le CANADA a préféré une approche équilibrée fondée sur la loi du marché, et l'AUSTRALIE a déclaré que la CDD devrait servir de point focal pour la discussion de la question des partenariats.

L'UE, l'ISLANDE, l'AOSIS et d'autres ont préféré un accroissement des sources d'énergie renouvelables. L'INDE a appelé à une action mondiale pour la réduction des coûts des énergies renouvelables et à l'amélioration de la coopération dans les domaines de la recherche et de la technologie. ISRAEL a souligné les potentialités de l'énergie solaire. S'agissant des biocarburants, la BARBADE a plaidé en leur faveur et le COSTA RICA a mis en garde qu'ils ne devraient pas mener à la déforestation. Le QATAR a souligné l'importance du gaz naturel liquide en tant que source d'énergie propre. Le KOWEIT a souligné le rôle continu des carburants fossiles et a déclaré qu'un fonds volontaire devrait englober les énergies renouvelables et les carburants fossiles. Le GHANA a déclaré que les carburants fossiles devraient être rendus abordables. Le CHILI et l'ARGENTINE ont plaidé pour, et l'AOSIS, contre, l'inclusion de l'énergie nucléaire dans l'assortiment énergétique. L'AOSIS et l'INDE ont fait part de leurs réserves concernant le piégeage et la fixation du gaz carbonique.

Au sujet de l'accès à l'énergie, l'INDONESIE a mis en relief les besoins des pauvres des zones rurales et des zones éloignées et le ZIMBABWE a inséré une référence aux besoins des femmes. Le VENEZUELA a mis en exergue les aspects sociaux de l'utilisation de l'énergie pour la lutte contre la pauvreté. Le JAPON a souligné l'importance de la coopération avec le secteur privé et les institutions financières internationales.

L'IRAN, la CHINE, l'ARABIE SAOUDITE et l'EGYPTE ont mis l'accent, entre autres, sur le transfert de technologies propres aux pays en développement. L'AFRIQUE DU SUD a parlé des mesures d'encouragement du transfert des technologies, telles que les marchés de carbone.

Présentant ses observations concernant le projet de document de négociation du président, le MEXIQUE a suggéré de souligner l'importance du transfert des technologies. La SUISSE a appelé à l'amélioration du fond et de la forme. Le délégué de la MICRON-

ESIE, appuyé par son homologue des ILES SALOMON, a demandé l'insertion d'un chapitre consacré aux PEID, dans le document du président, et a apporté son appui à l'idée de créer un fonds fiduciaire mondial pour la promotion des énergies renouvelables dans les PEID. TONGA et TIVALU ont appelé à une concentration particulière sur les problèmes des PEID. En guise de résultat de la CDD, la NORVEGE a suggéré une liste d'approches d'énergie durable pour compléter le document de négociation. Le KAZAKHSTAN a suggéré de créer un conseil chargé de la sécurité de l'énergie en Asie centrale.

Plusieurs pays, dont le BRESIL, la FEDERATION DE RUSSIE et les ETATS-UNIS, ont également présenté leurs politiques nationales et initiatives particulières en matière d'énergie.

POLLUTION DE L'AIR ET DE L'ATMOSPHERE

Cette séance, modérée par le vice-président de la CDD-15, Alain Edouard Traore (Burkina Faso), a été consacrée à l'examen de la pollution de l'air ambiant à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des habitations.

Le G-77/CHINE a mis en exergue les effets défavorables de la pollution de l'air et a proposé une gamme de choix politiques, y compris un accroissement des transferts de technologies et l'exploration des synergies entre les accords multilatéraux. Présentant ses observations concernant le projet de document de négociation du président, l'AOSIS a appelé à des ressources financières nouvelles et supplémentaires pour la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice.

L'UE a apporté son appui à l'idée d'établir des lignes directrices volontaires pour les secteurs des transports aériens et maritimes. Le délégué des ETATS-UNIS a mis en relief un certain nombre d'initiatives réussies, encourageant les délégués à éviter la duplication des efforts fournis par les organisations internationales.

La PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE, le BOTSWANA et d'autres ont appelé à des efforts plus importants dans la lutte contre le commerce illicite de substances polluantes. Le COSTA RICA a appelé à un renforcement du Fonds Multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal. La REPUBLIQUE DE COREE a souligné l'importance de la création de marchés et de la mise en place d'incitations financières pour les technologies propres. La CHINE a déclaré que de nombreux pays en développement disposent d'une économie qui dépend lourdement de l'industrie lourde et ne peuvent de ce fait passer facilement aux technologies propres. L'INDONESIE et l'AFRIQUE DU SUD ont souligné que les efforts doivent être poursuivis dans le cadre de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

Le SENEGAL a parlé des effets sur la santé humaine et a proposé l'adoption d'une charte mondiale sur la qualité de l'air. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a souligné l'impact d'un air ambiant de mauvaise qualité sur la santé humaine dans les lieux de travail. Le délégué des secteurs des COMMERCE ET INDUSTRIE a décrit l'initiative Action pour l'énergie, a encouragé le recours à des solutions pluripartites et a donné un aperçu des études de cas menées et des partenariats édifiés. Le délégué des AGRICULTEURS a appelé à un soutien plus important, en faveur de la communauté agricole, dans le domaine de la mise au point des biocarburants. Le représentant des JEUNES ET DES ENFANTS a encouragé la fixation d'objectifs mesurables assortis de calendriers précis pour la lutte contre la pollution de l'air.

Plusieurs pays ont parlé de la pollution à l'intérieur des habitations, mettant l'accent sur la dimension féminine, sur la nécessité de transformer les combustibles de cuisson utilisés dans les foyers et de passer de la biomasse traditionnelle à des options plus

propres, et ont souligné l'importance du renforcement des capacités, du transfert des technologies et du financement. L'INDE a déclaré que les normes applicables à la pollution de l'air ne devraient pas être universelles et a cité des exemples de réussite avec des poêles à combustion moins polluante. La représentante des FEMMES a encouragé les pays à soutenir l'objectif consistant à réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès aux combustibles de cuisson modernes et à rendre les technologies de cuisson améliorées, largement disponibles d'ici 2015. Le porte-parole des ONG a plaidé pour la promotion de l'évolution des comportements au niveau des ménages.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Cette séance était modérée par le vice-président de la CDD-15, Jiří Hlaváček, (République tchèque).

Le délégué du G-77/CHINE, appuyé par la CHINE et le QATAR, a souligné l'impératif de la croissance économique pour les pays en développement, a énuméré les facteurs contraignant l'industrialisation et a soumis des choix politiques. Au sujet des technologies propres, l'UE a appelé à des travaux de recherche accrues et à des mesures pour stimuler la demande. L'AOSIS a souligné l'importance de la Stratégie de Maurice. Le délégué des ETATS-UNIS a mis en garde contre la réouverture de débats clos et a encouragé les participants à réaffirmer leurs engagements en faveur des accords précédents. L'AUSTRALIE a souligné le rôle de la CDD dans l'échange des expériences nationales et le CANADA a souligné l'importance de la responsabilité sociale des entreprises.

L'ONUDI a souligné la nécessité d'une croissance économique durable et favorable aux pauvres. La JORDANIE a appelé à une attention particulière aux schémas de production propre, et ISRAËL a souligné l'importance de créer un fonds d'investissement pour la promotion du développement propre. La REPUBLIQUE DE COREE a mis en relief l'importance de conclure des accords de libre échange assortis de programmes de protection environnementale, et l'AFRIQUE DU SUD a inséré une référence à l'intégration industrielle dans la région du NEPAD.

Au sujet du document de négociation du président, le MEXIQUE a proposé l'insertion de libellés appelant à un transfert des technologies à des conditions favorables, et la SUISSE a suggéré d'insérer une référence au processus de Marrakech et au principe de "réduction, réutilisation et recyclage". La NORVEGE a parlé de l'Agenda d'Oslo pour le changement, et l'INDE a souligné l'importance de l'esprit d'entreprise des communautés autochtones. L'INDONESIE a mis en garde contre les effets du développement industriel sur l'agriculture et, avec le KENYA, a souligné le renforcement des capacités et du transfert des technologies. Le SENEGAL a souligné l'importance des petites et moyennes entreprises.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a encouragé une participation accrue des travailleurs et la responsabilité sociale des entreprises. Le représentant des COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a suggéré que toutes les sources d'énergie soient prises en considération. La représentante des FEMMES a fait part de ses réserves concernant la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et a fait objection à l'énergie nucléaire. Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a mis l'accent sur les partenariats et sur le rôle du marché dans la production et l'innovation propres. Le représentant des JEUNES ET ENFANTS a encouragé les indices de la croissance nationale à rendre compte des facteurs sociaux et environnementaux. Le délégué des AGRICULTEURS a suggéré que les agriculteurs devraient recevoir un pourcentage des revenus de la production de bioénergie. Le porte-parole des ONG a mis l'accent sur la promotion du rendement énergétique et a plaidé pour l'adoption d'une Journée mondiale du rendement énergétique.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cette séance était modérée par le vice-président de la CDD-15, Luiz Alberto Figueiredo Machado (BRÉSIL). Introduisant le thème, Bagher Asadi, président de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre de la CCNUCC (OSME), a déclaré que le travail de l'OSME et de la CDD sont distincts mais complémentaires, et a exprimé l'espoir de voir la dynamique politique de la CDD exercer un impact positif sur l'OSME.

Dans la suite de leurs interventions, les délégués se sont concentrés sur un large éventail de sujets, y compris les négociations autour des engagements pour 2012 menées dans le cadre de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto, le rôle de la CDD et le projet de document de négociation du président, l'adaptation, l'atténuation, le Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto et les politiques et mesures nationales.

Le G-77/CHINE a mis l'accent, entre autres, sur le manque de concrétisation des engagements pris dans le cadre du Protocole de Kyoto et sur l'inadéquation du financement réservé à la mise en place des mesures d'adaptation. Il a également souligné le principe des responsabilités communes mais différenciées et la nécessité de procéder à une évaluation et une rationalisation du financement apporté par le Fonds mondial pour l'environnement (FEM).

L'UE a souligné le besoin urgent d'un accord pour l'après 2012 et son objectif indépendant consistant à parvenir, d'ici 2020, à réduire de 20%, par rapport à leurs niveaux de 1990, ses émissions de gaz à effet de serre.

L'AOSIS, a appelé, entre autres, à un financement pour l'adaptation, à l'adaptation du MDP aux capacités limitées des PEID, au financement de la mise en place de systèmes d'alerte précoce et à des travaux de recherche sur les effets défavorables du piégeage et de la fixation du carbone sur les ressources marines.

Plusieurs orateurs, dont les délégués d'EGYPTE, d'INDONESIE, de NORVEGE, d'AFRIQUE DU SUD, de TANZANIE et du ZIMBABWE ont souligné l'importance des efforts fournis pour la mise en place des mesures d'adaptation et d'atténuation. L'INDE a qualifié le développement d'élément crucial pour l'adaptation. La JAMAÏQUE a encouragé une mise en route rapide du Fonds pour l'adaptation.

Au sujet de la CDD-15 et du projet de document de négociation du président, le délégué des ETATS-UNIS a déclaré que la CDD apporte une valeur ajoutée à travers son approche transversale des objectifs de développement. L'AUSTRALIE, le BRÉSIL, le CANADA, la CHINE, le JAPON et les ETATS-UNIS ont souligné la primauté des processus de la CCNUCC dans le traitement des changements climatiques. L'INDE a fait part de ses réserves concernant le manque de temps pour parachever les négociations sur le chapitre consacré au climat du document du président, vendredi 4 mai, lorsque certains délégués devront quitter pour se rendre aux vingt-sixième sessions des Organes subsidiaires de la CCNUCC, à Bonn. Le délégué des ILES SALOMON a appelé la CDD-15 à produire un document renfermant un "vrai" résultat qui engage à l'action pour l'aide des PEID et des PMA à mettre en place les mesures d'adaptation. La représentante de la NORVEGE a déclaré que la CDD-15 devrait émettre un message fort pour donner un élan aux pourparlers menés dans le cadre de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto. Elle a également mis en relief les objectifs intérieurs ambitieux, y compris une réduction de 30% de ses émissions, d'ici 2020 et un état de carbone entièrement neutre d'ici 2050. Le délégué des ILES MARSHALL a déclaré que le document devrait contenir des recommandations concrètes concernant des sujets tels que le Fonds pour l'adaptation. Le délégué des AGRICULTEURS a déclaré que le document devrait englober des références à l'agriculture.

Au sujet du cadre de travail pour l'après 2012, l'ISLANDE a souligné la nécessité de nouveaux engagements pour l'après 2012, et le délégués du COMMERCE ET INDUSTRIE a plaidé en faveur de cadres politiques bien conçus, à long terme et peu coûteux et de partenariats multipartites.

Le VENEZUELA a souligné les risques de distorsion potentiels des mécanismes fondés sur la loi du marché, et a encouragé les pays industrialisés à réduire leurs émissions. ISRAËL, la TANZANIE, la MICRONESIE et d'autres ont appelé à l'amélioration de la capacité du MDP de répondre aux besoins des pays.

Le GHANA, avec d'autres, a attiré l'attention sur la situation difficile des pays et des groupes sociaux les plus vulnérables, en particulier les femmes. PALAU a souligné l'importance des récifs coralliens pour les pays dépendant de la pêche et du tourisme. Le porte-parole des ONG s'est dit surpris des observations faites par certaines parties sur les risques et les coûts économiques des politiques climatiques et a fait état de la conclusion de l'Etude Stern qui affirme que le coût de l'inaction dépassera de loin celui de l'action.

DANS LES COULOIRS

Les délégués attendent la distribution du projet de document de négociation révisé du président, attendu mercredi après-midi. Le texte portant sur les changements climatiques, en particulier, a été le sujet de conversation et une certaine nervosité était perceptible dans la formulation de la question de savoir si la rédaction avait, oui ou non, des chances d'être terminée ce vendredi avant que certains négociateurs quittent pour se rendre aux OS 26 à Bonn. "Nous sommes susceptibles de réussir à placer entre crochets 90% du texte que de réussir à nous entendre dessus" a prédit un délégué. Il y avait aussi des divergences d'opinions sur le rôle de la CDD dans le débat sur les changements climatiques, certains préférant le laisser à la CCNUCC, tandis que d'autres ont estimé qu'un message fort pourrait inspirer les collègues à Bonn.

Des participants ont également parlé, croit-on savoir, du dialogue sur la performance de la CDD dans le contexte de la gouvernance du développement durable, à travers l'ensemble du système des Nations Unies. Six ex-présidents de la CDD sont en train de soutenir les efforts fournis par le Forum des parties prenantes et d'autres pour réexaminer la question de savoir comment réaliser au mieux le mandat intergouvernemental consistant à intégrer l'environnement et le développement dans les processus décisionnels. Le but visé est d'aller au-delà du "ressassement du manque de suivi après les engagements réels et imaginés" pris aux divers Sommets des Nations Unies, pour aller vers un débat pragmatique sur les voies et moyens d'améliorer les dispositions institutionnelles.